Nancy GREEN, François WEIL, (ouvrage coordonné par), *Citoyenneté et émigration. Les politiques du départ*
Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2006,
275 p.

Joëlle Allouche-Benayoun

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/21141>
DOI : 10.4000/assr.21141
ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2009
Pagination : 75-342
ISBN : 978-2-7132-2218-4
ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Joëlle Allouche-Benayoun, « Nancy GREEN, François WEIL, (ouvrage coordonné par), *Citoyenneté et émigration. Les politiques du départ* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 148 | octobre-décembre 2009, document 148-61, mis en ligne le 03 juin 2009, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/assr/21141> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.21141>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Archives de sciences sociales des religions

Nancy GREEN, François WEIL, (ouvrage coordonné par), *Citoyenneté et émigration. Les politiques du départ*

Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2006, 275 p.

Joëlle Allouche-Benayoun

RÉFÉRENCE

Nancy GREEN, François WEIL, (ouvrage coordonné par), *Citoyenneté et émigration. Les politiques du départ*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 2006, 275 p.

- 1 L'ouvrage rassemble les contributions à un colloque international qui s'est déroulé à l'EHESS en 2001. Il rassemble des historiens, des sociologues, des politologues, venus de France, du Canada, des États-Unis, d'Allemagne, d'Israël, autour de ce que révèle de l'identité nationale du pays que l'on quitte, le phénomène des départs volontaires vers d'autres pays.
- 2 Ce qui est au centre ici, ce ne sont pas les *immigrés* et leurs pays d'accueil, mais les *émigrés* et leurs pays de naissance : « comment se sont définies les nations par leurs attitudes à l'égard de ceux et celles qui les ont quittées » ? L'ambition de l'ouvrage, clairement annoncée dans la préface, est de contribuer, à partir de l'étude de l'émigration, à écrire « l'histoire des nations depuis leurs frontières ».
- 3 L'ouvrage privilégie l'étude de quatre thématiques : la liberté de mouvement, les rapports entre émigration, construction nationale et structures administratives, la dimension économique et les liens immigration/émigration.
- 4 Ainsi Caroline Douki montre (pp. 95-117) comment la construction de l'État italien moderne se fit suite aux débats alarmistes au début du xx^e siècle sur l'augmentation du

nombre de ceux qui quittaient le pays, et la nécessité de garder des liens avec eux, y compris en mettant en place à leur intention des politiques sociales d'aides. De même la catégorie de « Chinois d'outre mer » répondait à une demande de protection des marchands chinois à l'étranger dès la fin du XIX^e siècle, catégorie reprise par le régime communiste : les Chinois de l'étranger font partie intégrante de la nation, sont contrôlés en son nom en tant que catégorie économique et culturelle importante pour la patrie : Pina-Guerassimoff et Guerassimoff, pp. 137-156, « Les Chinois d'outre-mer : état et émigration en Chine, des années 1890 aux années 1990 ».

- 5 Question politique, l'émigration est aussi une question économique : des États peuvent favoriser l'émigration des plus pauvres comme solution aux problèmes sociaux, et l'émigration apparaît comme l'« expulsion des pauvres ». Et si les Allemands qui quittaient le pays entre les deux guerres étaient déchus de leur nationalité, d'autres États ont favorisé l'émigration de leurs ressortissants, y compris en aidant financièrement les candidats au départ, dans le cadre des colonisations, avantages fiscaux aux émigrants britanniques, ou français, qui s'installent dans les colonies. Dans ce cas d'ailleurs, un débat passionné s'est développé : doit-on, peut-on, dans le cas de ceux qui partent peupler les colonies, parler d'« émigration » ? Ne doit-on pas préférer le terme d'installation ? On voit à quel point ces mouvements de population touchent au plus profond de la définition des nations...
- 6 Des terres d'émigration comme les États-Unis ont tenté dès le départ de contrôler l'émigration en vue d'une amélioration de sa « qualité », en négociant avec les pays de départ : pas toujours avec le succès escompté.
- 7 Quant à Israël, pays qui s'est construit sur l'émigration des juifs du monde entier, sur l'idéologie du « rassemblement des exilés », jusque récemment autant l'*alya*, la « montée » vers Israël était valorisée (et continue de l'être), autant le départ d'Israël était fustigé, considéré quasiment comme une désertion, et les émigrants qualifiés de *yordim*, ceux qui « descendent ». S'il n'est pas toujours de bon ton d'émigrer, les dirigeants israéliens depuis quelques années, mettent en place des structures à l'étranger pour garder des liens avec leurs émigrants, espérant favoriser leur retour, ou le « retour » de leurs descendants.
- 8 Ces travaux montrent la tension permanente depuis deux siècles, depuis la Révolution française et l'idée révolutionnaire de 1791 (celle de la liberté de mouvement des individus) entre les états et leurs politiques d'émigration/immigration, et la volonté des individus. Aux périodes de contrainte (par exemple, toute la période soviétique et sa restriction de la liberté de mouvement) on voit s'affronter les forces des États et cette volonté de partir, de sortir des frontières, des individus : le Mur de Berlin, symbolisant pendant quarante ans, en plein XX^e siècle, la force collective injuste et arbitraire face au désir puissant individuel de liberté.
- 9 Ils montrent aussi les conditions de gestion de ces flux de populations, et la « nécessaire » invention des passeports et autres papiers d'identité pour les contrôler.